

Khôlle d'histoire : Les États-Unis et Israël jusqu'en 2011, une « relation spéciale »

Dans son discours sur le « Rideau de fer » prononcé à Fulton en 1946, Winston Churchill popularisa l'expression « relations spéciales » pour qualifier le lien privilégié entre la Grande-Bretagne et les États-Unis. Par la suite, le terme fut employé pour d'autres relations américaines, notamment avec le Canada, l'Allemagne ou le Japon. Aujourd'hui, cette notion de « **relation la plus spéciale** » s'applique surtout à Israël. En effet, depuis la création de l'État hébreu en 1948, les relations entre les deux pays se sont développées rapidement sur les plans diplomatique, militaire, économique et culturel, au point de devenir un pilier durable de la politique étrangère américaine. Cette étude retrace l'évolution de ce lien entre 1948 et 2011, c'est-à-dire depuis la reconnaissance immédiate d'Israël par Harry Truman jusqu'aux tensions Obama-Netanyahou sur la colonisation et la reconnaissance de la Palestine à l'ONU. L'année 2011 marque à la fois la fin d'une période de relative stabilité et le début d'une ère nouvelle, avec les Printemps arabes et les recompositions régionales qui s'ensuivent.

On s'interrogera donc sur la nature de cette « relation spéciale » : alliance durable ou partenariat soumis aux aléas politiques ?

Nous verrons :

- I. La genèse de l'alliance (1948-1967) : des débuts hésitants à une solidarité stratégique.
- II. La relation consolidée mais mise à l'épreuve (1967-1991).
- III. Une alliance réaffirmée mais pleine d'ambiguïtés (1991-2011).

I. La genèse d'une alliance (1948-1967) : des débuts hésitants à une solidarité stratégique

1. Une reconnaissance rapide mais un soutien mesuré (1948-1956)

Le 14 mai 1948, à peine onze minutes après la proclamation d'indépendance par David Ben Gourion, le président Truman reconnaît l'État d'Israël. Ce geste symbolique traduit la volonté d'un soutien politique rapide, motivé à la fois par des raisons morales — la mémoire de la Shoah — et électorales, notamment auprès de la communauté juive américaine.

Cependant, cette reconnaissance n'implique pas encore d'alliance stratégique. Pendant les années 1950, Washington reste très prudent. Dans un Moyen-Orient riche en pétrole et en tensions, les États-Unis cherchent avant tout à ménager leurs relations avec les régimes arabes pour contenir l'influence soviétique. Israël apparaît alors comme un acteur secondaire, utile mais non indispensable.

La crise de Suez en 1956 illustre cette prudence. Après la nationalisation du canal, Israël s'allie à la France et au Royaume-Uni pour attaquer l'Égypte de Nasser. Eisenhower condamne fermement l'intervention, exige un retrait immédiat et fait pression financièrement sur Londres pour forcer la fin de l'opération. Cette crise montre que, malgré des affinités idéologiques, les priorités américaines demeurent globales : stabilité régionale, lutte contre Moscou et accès au pétrole.

Ainsi, entre 1948 et 1956, le soutien américain reste avant tout politique, sans engagement militaire direct. Les bases de la future alliance existent, mais elles demeurent fragiles.

2. Un rapprochement progressif sur fond de guerre froide (1956-1967)

À partir du milieu des années 1950, le contexte géopolitique change. Le nationalisme arabe, incarné par Nasser, se teinte d'alignement pro-soviétique ; l'accord d'armement égypto-tchèque de 1955 marque l'entrée de l'URSS dans la région. Pour Washington, la défense du Moyen-Orient devient un enjeu majeur du containment.

Dans cette perspective, Israël commence à apparaître comme un allié fiable face aux régimes arabes soutenus par Moscou.

Sous Kennedy, un premier tournant s'opère : en 1962, il autorise la vente de missiles sol-air Hawk, première coopération militaire officielle. Avec Lyndon B. Johnson, l'aide américaine s'accroît fortement : entre 1963 et 1968, plus de 140 millions de dollars d'assistance sont versés, et les livraisons d'armes deviennent régulières (notamment des A-4 Skyhawk).

Parallèlement, l'influence du lobby pro-israélien AIPAC, fondé en 1951, s'affirme dans la sphère politique américaine.

Peu à peu, Israël s'impose comme un partenaire stratégique de Washington dans une région de plus en plus polarisée. Cette tendance s'affirme pleinement lors de la guerre des Six Jours.

3. La guerre des Six Jours (1967) : un tournant décisif

En juin 1967, les tensions culminent : Nasser ferme le détroit de Tiran, et des accords de défense sont conclus entre l'Égypte, la Jordanie et la Syrie. Israël lance une attaque préventive le 5 juin et, en six jours, anéantit ses adversaires, conquérant le Sinaï, Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est et le Golan.

La victoire d'Israël renforce son prestige et modifie profondément la donne régionale. Les États-Unis, officiellement neutres, soutiennent néanmoins Israël en bloquant les initiatives soviétiques au Conseil de sécurité.

À partir de 1968, les livraisons d'armes lourdes se multiplient, notamment cinquante avions Phantom F-4, symbole du nouveau partenariat stratégique.

La résolution 242 de l'ONU, adoptée en novembre 1967 avec le soutien américain, entérine le principe de négociations bilatérales sans exiger de retrait immédiat des territoires.

Dès lors, Israël devient un allié clé dans la stratégie américaine de la guerre froide, et la relation entre les deux pays prend une dimension durablement stratégique et idéologique.

II. Une relation privilégiée consolidée mais mise à l'épreuve (1967-1991)

1. Un soutien militaire et financier massif

Après 1967, les États-Unis font d'Israël leur principal allié régional. L'aide extérieure atteint des niveaux records : de 300 millions en 1971, elle grimpe à 1,5 milliard en 1975, puis se stabilise autour de 3 milliards de dollars par an dans les années 1980.

À partir des accords de Camp David (1979), une aide annuelle garantie est institutionnalisée : 1,8 milliard pour la défense, auxquels s'ajoutent des programmes de recherche militaire conjoints. Israël reçoit des avions F-15 et F-16, des chars M60, des hélicoptères Apache ou encore des missiles Patriot.

Un accord tacite entre Nixon et Golda Meir (1969) consacre la tolérance américaine vis-à-vis du programme nucléaire israélien, tant qu'il reste non déclaré.

Dans le renseignement, la coopération devient structurelle : échanges d'informations, exercices conjoints, soutien logistique. Israël est parfois décrit comme un « porte-avions insubmersible » au service des intérêts américains dans la région.

Les années 1970-1980 voient donc la transformation de la relation en une véritable alliance asymétrique et institutionnalisée.

2. Un socle idéologique et politique commun

Au-delà des intérêts militaires, la proximité repose sur un ensemble de valeurs partagées. Israël apparaît comme une démocratie parlementaire dans un environnement autoritaire, ce qui renforce son image de « démocratie sœur » aux yeux de l'opinion américaine.

Pendant la guerre froide, ce contraste idéologique est central : Israël incarne le camp occidental et capitaliste face aux régimes arabes soutenus par Moscou.

Les années 1970-1980 voient également la montée en puissance du christianisme évangélique américain, très favorable à Israël pour des raisons religieuses et politiques.

Le rôle du lobby AIPAC se renforce, influençant le Congrès et consolidant un consensus bipartisan autour du soutien à Israël.

L'Égypte rejoignant le camp américain après 1979, Israël devient le pilier du dispositif pro-occidental régional. La « relation spéciale » repose donc autant sur des intérêts géopolitiques que sur des affinités idéologiques et culturelles.

3. Des désaccords sur le processus de paix (1973-1991)

Malgré la solidité du lien, des tensions apparaissent sur la question palestinienne.

Durant la guerre du Kippour (1973), les États-Unis organisent un pont aérien pour soutenir Israël, mais encouragent ensuite la négociation afin d'éviter une confrontation directe avec l'URSS. Cette politique débouche sur les accords de Camp David en 1978, signés sous l'égide de Jimmy Carter, qui assurent la paix israélo-égyptienne mais laissent la question palestinienne ouverte.

En 1982, l'invasion israélienne du Liban, décidée sans coordination avec Washington, provoque des tensions, notamment après les massacres de Sabra et Chatila. Les États-Unis condamnent, sans suspendre pour autant l'aide militaire.

Les désaccords persistent sur la colonisation et sur la première Intifada (1987), qui expose l'impasse politique du statu quo.

À l'issue de la guerre du Golfe, Washington tente de relancer le processus de paix : la conférence de Madrid (1991) réunit pour la première fois Israël, les pays arabes et des représentants palestiniens autour de négociations directes. Les États-Unis apparaissent alors comme médiateurs, tout en demeurant le principal garant d'Israël.

III. Une alliance réaffirmée mais pleine d'ambiguïtés (1991-2011)

1. Les années Clinton : un soutien fort mais une volonté de paix

Sous Bill Clinton (1993-2001), la relation reste solide, mais s'accompagne d'une diplomatie active. Les accords d'Oslo (1993), signés par Yitzhak Rabin et Yasser Arafat, consacrent la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP. En 1994, le traité de paix israélo-jordanien confirme la place centrale des États-Unis dans la médiation régionale.

Clinton cherche à transformer l'alliance stratégique en levier de paix, mais se heurte à des résistances internes. L'assassinat de Rabin en 1995 et la victoire de Netanyahou en 1996 marquent un tournant : la droite israélienne se montre réticente aux concessions territoriales. Malgré plusieurs tentatives — Wye Plantation (1998), Camp David II (2000) —, le processus s'enlise.

L'aide militaire, elle, reste stable : Israël continue de recevoir environ 3 milliards de dollars par an. Clinton illustre donc une période d'équilibre entre solidarité stratégique et engagement diplomatique.

2. Les années Bush : un alignement renforcé (2001-2009)

L'arrivée de George W. Bush marque un resserrement de l'alliance. Après les attentats du 11 septembre 2001, la « guerre contre le terrorisme » confère à Israël un rôle d'allié clé contre l'islamisme radical.

Washington soutient la politique sécuritaire d'Ariel Sharon pendant la seconde Intifada, qualifiant les actions palestiniennes de terroristes et légitimant les ripostes israéliennes.

Les États-Unis continuent de bloquer les résolutions critiques à l'ONU et maintiennent leur aide militaire. En 2004, la lettre Bush-Sharon reconnaît implicitement que certains blocs de colonies resteront israéliens, rompant avec la neutralité traditionnelle sur les frontières de 1967.

Les années Bush symbolisent donc un alignement quasi total sur les positions israéliennes, au nom de la lutte antiterroriste, même au prix d'un recul du processus de paix.

3. Barack Obama : tensions autour des colonies et de l'Iran

L'élection d'Obama (2008) ouvre une phase plus nuancée. Dès son discours du Caire (2009), il affiche la volonté de rééquilibrer la politique américaine et d'obtenir un gel de la colonisation. Netanyahu s'y oppose, notamment pour Jérusalem-Est. Les tensions se multiplient, malgré plusieurs tentatives de médiation (rencontres de 2010).

Le désaccord s'étend au dossier iranien. Obama privilégie la voie diplomatique pour limiter le programme nucléaire, tandis qu'Israël y voit une menace existentielle. Les divergences culmineront avec l'accord de 2015, postérieur à notre borne, mais préparé dès cette période.

Si l'aide militaire demeure inchangée, les relations personnelles entre les deux dirigeants se dégradent, symbolisant le retour de la méfiance entre Washington et Jérusalem. 2011 clôt une période où l'alliance reste forte mais de moins en moins consensuelle.

Conclusion

De 1948 à 2011, les relations entre les États-Unis et Israël constituent bien une « **relation spéciale** », fondée sur une convergence politique, militaire et idéologique unique.

Née d'une reconnaissance rapide mais prudente, cette alliance s'est affirmée après 1967, consolidée dans le contexte de la guerre froide et soutenue par des affinités démocratiques et culturelles profondes.

Toutefois, elle n'a jamais été exempte de tensions : divergences sur la colonisation, la question palestinienne, le Liban ou l'Iran.

Elle oscille donc entre **fidélité stratégique et pragmatisme diplomatique**, mêlant solidarité inconditionnelle et désaccords ponctuels. En 2011, au moment où la région entre dans une nouvelle ère d'instabilité, la « relation spéciale » reste un pilier de la politique américaine, mais un pilier désormais soumis à des redéfinitions.